

**L'EXPRESS**.fr

TOUS LES JOURS, TOUTE L'INFO

## Le référendum en Martinique et en Guyane

### Dans l'ombre des régionales

Par Jérôme Vallette, publié le 06/01/2010 à 11:16 - mis à jour le 06/01/2010 à 12:55

**La consultation sur l'évolution statutaire brouille les frontières politiques dans tous les camps. La faute à un calendrier tortueux, qui plonge la Guyane dans la perplexité.**

Voter oui? "Ce serait comme signer un chèque en blanc en laissant un inconnu inscrire le montant", maugrée cet agent du conseil général. Comme ce patron, qui compare le geste à "un investissement dans une entreprise qui n'a pas de prévisionnel".

La procédure peut en effet déconcerter les citoyens qui vont se prononcer, dimanche 10 janvier, sur la transformation de la Guyane en une collectivité régie par l'article 74 de la Constitution.

**"Nous avons besoin d'un élan et d'un électrochoc". Christiane Taubira, députée de Guyane.**

Car si le congrès des élus régionaux et départementaux a accouché, en septembre 2009, d'un "projet de société", le degré d'autonomie comme les moyens qui l'accompagneraient en cas de victoire du oui devraient encore être négociés avec l'Etat, avant de passer devant le Parlement. Un long chemin... dont on ne sait qui le foulera, puisque les élections régionales auront lieu en mars!

"C'est le pire des calendriers possibles, souligne Christiane Taubira: les délais étaient courts, il y a eu Noël, puis le carnaval et, en plus, nous allons voter sans savoir qui défendra le projet face à l'Etat!" Pourtant, la députée (Walwari) est favorable au 74, car "la Guyane a besoin d'un élan et d'un électrochoc".

## Qui pourra voter ?

Christiane Taubira a jeté un pavé dans la mare avec sa pétition pour le vote de la "diaspora guyanaise". Pourtant, la question se pose pour de bon localement : la révision annuelle des listes ayant lieu après la consultation, seuls seront pris en compte les électeurs déjà inscrits pour les européennes de juin 2009. En clair, pas de vote pour les Guyanais "rentrés" au pays après l'été dernier. "C'est une injustice terrible !" s'insurge Taubira. Marie-Luce Penchard, ministre de l'Outre-mer, a tranché : le Code électoral s'appliquera normalement. En attendant, les analystes craignent surtout l'abstention. Inquiétude partagée par Alain Tien-Liong, président du conseil général, qui a lancé "une campagne civique neutre" dans la presse locale : "Votez !" exhorte-t-elle les Guyanais.

Vallette Jérôme

Voilant à peine ses ambitions, six ans après avoir renoncé entre les deux tours des précédentes régionales, elle avertit : "Il faudra bien choisir nos avocats."

Pour Rodolphe Alexandre, nouveau maire de Cayenne, dissident du Parti socialiste guyanais (PSG), le scrutin est faussé, car "tous les partisans du "74" sont déjà candidats aux régionales".

### **"Nous n'avons pas encore usé le cadre actuel". Rodolphe Alexandre, Maire de Cayenne.**

Chef de file du non, il a pris la tête de ce camp sous la bannière "Guyane 73": "On accuse l'Etat de nos problèmes, mais c'est un leurre, car nous n'avons pas encore usé le cadre actuel." Et de mettre en cause Antoine Karam, président du conseil régional et ex-dirigeant du PSG, dont "le projet de statut ne cache pas son échec"!

Plus modéré, Jean-Pierre Roumillac, président (USD) de l'association des maires, édile de Matoury et conseiller général, est lui aussi partisan du non: "Nous ne sommes pas encore prêts."

Karam, lui, juge "indigne" la "frilosité" de son ancien camarade Alexandre, arguant que les Guyanais sont capables "de prendre leur destin en main". Avec Alain Tien-Liong, président (indépendantiste) du conseil général, il est l'artisan de la relance du processus d'évolution statutaire. Ensemble, ils n'ont pas lésiné sur les rencontres publiques.

Des rencontres où l'on a surtout entendu les Guyanais évoquer "des problèmes très concrets", reconnaissait en août Fabien Canavy, vice-président (MDES) du département, loin des

débats sur les transferts de compétences... Derrière eux, les discrets sénateurs Jean-Etienne Antoinette (Walwari), Georges Patient (apparenté socialiste) et la députée Chantal Berthelot (A gauche en Guyane, AGEG), vice-présidente de la région, ont surtout fait campagne pour le oui... au Parlement.

Quant au Front Guyane 74, il regroupe huit partis politiques et 30 associations, mais ses principales figures, qui préparent les régionales, préfèrent ne pas s'afficher sous sa bannière.

### **La société civile s'est, elle aussi, intéressée à la question**

A droite, l'UMP locale, tourmentée par les déboires judiciaires de son mentor Léon Bertrand, ministre sous Jacques Chirac, mis en examen pour "favoritisme" et "corruption passive" en novembre 2009, est divisée. La majorité a choisi le "73 renforcé", autrement dit le non au 74 pour le 10 janvier et le oui à la collectivité unique pour le 24.



AFP/Jody Amiet  
Rodolphe Alexandre est Maire de Cayenne depuis 2008.

"Il faut d'abord prendre la mesure de cette nouvelle assemblée unique avant de vouloir plus de compétences", expliquait en décembre le président du groupe à la région et secrétaire départemental du parti présidentiel, Rémy-Louis Budoc. Signe des tensions internes à l'UMP, le conseiller régional a démissionné de son poste de président de groupe à la région, le 14 décembre.

Ainsi, Joëlle Prévot-Madère, élue régionale sur la liste UMP et codirigeante du mouvement contre le prix des carburants l'année dernière, se prononce-t-elle en faveur... du oui au 74: "C'est l'outil qui nous permettra de passer du statut d'enfant assisté à celui d'adulte responsable."

Une position non dénuée d'arrière-pensées politiques: la passionaria a créé son propre mouvement en vue des élections du mois de mars, après avoir démissionné du conseil municipal de Cayenne, où elle siégeait au côté du maire (ex-PSG) Rodolphe Alexandre.

Devant cette carte géopolitique complexe, la société civile s'est, elle aussi, emparée de la question. Un débat qui "se détache nettement par sa pertinence de celui des Etats généraux de l'Outre-mer", analyse Eddie Hardjopawiro, délégué syndical (UTG) à EDF et cofondateur du site Internet Guyane74.com - pro-74, donc - qui a recensé jusqu'à 500 consultations par jour en proposant avis et documentation. Blada.com, pionnier de la libre parole, a dépassé les 2 200 contributions sur le sujet depuis un an. Moins toutefois que les 5 000 messages publiés en vingt jours lors du conflit sur les carburants.

Les débats organisés à l'université n'ont en revanche guère remué les étudiants. Selon Doris Privat, chargée de cours en droit et membre du groupe de jeunes actifs pro-74 Pran Konsyans, "tous s'y intéressent, mais beaucoup ne comprennent pas". Et de regretter l'absence de dialogue avec les élus, qui délaissent cette tranche majoritaire de la population. Même le Medef Guyane n'a pas échappé à un débat interne sur la question... "Il n'y a qu'un intérêt à cette consultation, résume Rodolphe Alexandre: c'est qu'elle a mis la Guyane en ébullition et qu'elle s'interroge."

